

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29243]

21 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la composition des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, à la désignation des membres des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse et des membres des plates-formes de concertation, aux indemnités allouées à ceux-ci et au fonctionnement des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 25ter, 1°, 4°, 5° et 6° introduit par le décret du 29 novembre 2012;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1991 relatif au fonctionnement des C.A.A.J.;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 relatif aux indemnités allouées aux membres des C.A.A.J.;

Vu l'avis n° 118 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 8 novembre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 décembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2012;

Vu l'avis 52.622/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 janvier 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1. Décret : décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;
2. Le Ministre : le Ministre qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;
3. C.A.A.J. : le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse visé à l'article 20 du décret;
4. C.P.A.S. : Centres publics d'action sociale tels que visés à l'article 1^{er} de la loi organique du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

CHAPITRE II. — *Procédure de désignation des membres du C.A.A.J. et de leurs suppléants*

Art. 2. § 1. Le président et le secrétaire du C.A.A.J. veillent à informer, selon les modalités qu'ils déterminent, l'ensemble des candidats potentiels des missions du C.A.A.J. telles que définies à l'article 21 du décret et de son mode de fonctionnement.

§ 2. Pour les membres visés à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4° du décret, la procédure de désignation se déroule comme suit :

Au plus tard 4 mois avant la date de nomination effective des membres prévue par l'article 3, le président du C.A.A.J. organise, pour chacune des catégories de services visés à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4° du décret, une séance ayant pour objet le choix des membres et de leurs suppléants par leurs pairs.

Ces quatre séances rassemblent respectivement :

- 1° les représentants des membres du personnel des services agréés visés à l'art 22, § 2, alinéa 1^{er}, 1° du décret;
- 2° les représentants des membres du personnel des services agréés visés à l'art 22, § 2, alinéa 1^{er}, 2° du décret;
- 3° les représentants des membres du personnel des services agréés visés à l'art 22, § 2, alinéa 1^{er}, 3° du décret;
- 4° les représentants des membres du personnel des institutions publiques et des services agréés visés à l'art 22, § 2, alinéa 1^{er}, 4° du décret.

La convocation aux séances est adressée au plus tard 21 jours avant la séance, par voie postale et électronique, aux services agréés et aux institutions publiques visés au § 2, alinéa 2 du présent article dont le siège d'activités ou d'exploitation se trouve au sein de l'arrondissement.

La convocation aux séances est accompagnée d'une invitation aux candidats à transmettre leur candidature au président du C.A.A.J., 10 jours avant la séance, par voie postale ou électronique.

Les candidats aux mandats visés à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4° du décret sont exclusivement des membres du personnel des services agréés ou des institutions publiques au moment de leur nomination.

Chaque service agréé ne peut présenter qu'un candidat effectif et un candidat suppléant.

Les représentants visés au § 2, alinéa 3, 1° à 4°, mandatés par leur service, réunis au sein de chacune des quatre séances délibèrent valablement si deux tiers des services agréés dans chaque catégorie visée à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4° du décret sont représentés. A défaut d'avoir réuni ce quorum, après une nouvelle convocation, les représentants peuvent délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de représentants présents. Chaque service présent n'a droit qu'à un nombre de voix égal au nombre de postes à pourvoir. Le vote se déroule à bulletin secret.

Chaque candidat doit, pour être élu par ses pairs, recueillir la majorité absolue des suffrages.

A l'issue des quatre séances, et au plus tard le 15 janvier, le président du C.A.A.J. propose au Ministre de désigner les membres choisis par leurs pairs ainsi que leurs suppléants. Ces propositions doivent respecter les critères fixés à l'article 4.

Les propositions de nomination sont accompagnées du compte-rendu de la séance lors de laquelle le choix des candidats s'est opéré. Le compte-rendu mentionne l'identité des participants à la réunion et les services qu'ils représentent ainsi que le résultat du vote. Il est signé par l'ensemble des personnes présentes.

§ 3. Pour les membres visés à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 5° du décret, la procédure de désignation se déroule comme suit :

Au plus tard 4 mois avant la date de nomination effective des membres prévue par l'article 3, le Ministre adresse un appel à candidatures aux membres du personnel des services d'accrochage scolaire. Pour le 15 janvier de l'année suivante au plus tard, les candidats transmettent au Ministre, par voie postale, leur candidature motivée. Chaque candidature doit présenter les noms d'un candidat effectif et de son suppléant.

§ 4. Pour le membre visé à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 6^o du décret, la procédure de désignation se déroule comme suit :

Dans les trois mois suivant le début du mandat des membres visés à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o et 7^o à 9^o du décret, le C.A.A.J. dresse la liste des experts potentiels. Le président et le secrétaire du CAAJ leur adressent une invitation à se porter candidat. Cette invitation précise que les candidatures motivées doivent être adressées au Ministre, par voie postale, au plus tard le 15 octobre. Chaque candidature doit présenter les noms d'un candidat effectif et de son suppléant.

§ 5. Pour les membres visés à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 9^o du décret, au plus tard 4 mois avant la date de nomination effective des membres prévue par l'article 3, le Ministre adresse au président du Tribunal de 1^{ère} instance de l'arrondissement et au Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de l'arrondissement une demande de désignation d'un membre effectif et d'un membre suppléant.

Pour le 15 janvier de l'année suivante au plus tard, ces derniers transmettent au Ministre, par voie postale, les propositions de désignation des membres et de leurs suppléants.

Art. 3. Au plus tard le 1^{er} mars qui suit l'installation des conseils communaux, le Ministre nomme les membres visés à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o et 7^o à 9^o du décret et leurs suppléants.

Leur mandat prend cours le 1^{er} juin qui suit l'installation des conseils communaux.

A plus tard le 15 novembre qui suit l'installation des conseils communaux, le Ministre nomme le membre visé à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 6^o du décret et son suppléant.

Leur mandat prend cours dès la nomination.

Art. 4. Le C.A.A.J. ne peut compter plus de deux tiers de membres effectifs du même sexe conformément au Décret du 17 juillet 2002 visant à promouvoir la participation équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs.

Le C.A.A.J. ne peut compter plus de deux membres effectifs issus de services dépendant du même pouvoir organisateur.

Les membres des C.A.A.J. ne peuvent effectuer plus de 2 mandats complets successifs.

CHAPITRE III. — *Procédure de désignation du président et des vice-présidents du C.A.A.J.*

Art. 5. § 1 La procédure de désignation des présidents et des vice-présidents du C.A.A.J. se déroule comme suit :

Une séance ayant pour objet la désignation du président et des vice-présidents est organisée dans le mois suivant la nomination des membres du C.A.A.J.

La convocation à cette séance est adressée aux membres au plus tard 15 jours avant la séance, par voie postale et électronique.

Les membres du CAAJ ayant voix délibérative établissent une liste double de trois candidats parmi les membres effectifs décrits à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o du décret.

Les membres délibèrent valablement si la séance réunit un quorum de deux tiers des membres. A défaut d'avoir réuni ce quorum, après une nouvelle convocation, les membres peuvent délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents. Le vote se déroule à bulletin secret.

Chaque candidat doit, pour être élu par ses pairs et figurer sur la liste double visée à l'alinéa 4, recueillir la majorité absolue des suffrages.

§ 2. Au plus tard le 31 mars qui suit l'installation des conseils communaux, le secrétaire du C.A.A.J. transmet au Ministre les propositions de désignation du président et des vice-présidents sur une liste double.

§ 3. Au plus tard le 1^{er} juin qui suit l'installation des conseils communaux, le Gouvernement nomme le président et les vice-présidents.

CHAPITRE IV. — *Composition et procédure de désignation des membres des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis du décret*

Art. 6. Le président et le secrétaire du C.A.A.J. veillent à informer, selon les modalités qu'ils déterminent, l'ensemble des candidats potentiels des catégories visées aux articles 7 et 9, des missions des plates-formes de concertation telles que définies à l'article 24 du décret et de leur fonctionnement.

Art. 7. La plate-forme de concertation visée à l'article 23 du décret est composée :

1^o du conseiller ou la personne qu'il désigne

2^o du directeur ou la personne qu'il désigne

3^o d'au minimum trois membres du C.A.A.J. ou au minimum trois personnes déléguées par le C.A.A.J. selon les modalités qu'il détermine

4^o des présidents des C.P.A.S. de l'arrondissement ou des personnes désignées par les Conseils de l'action sociale.

Tous les membres ont voix délibérative.

Cette plate-forme est coprésidée par un membre visé au 3^o et un membre visé au 4^o de l'alinéa 1^{er} du présent article.

Art. 8. La procédure de désignation des membres de la plate-forme de concertation visée à l'article 23 du décret se déroule comme suit :

Au plus tard le 1^{er} avril qui suit l'installation des conseils communaux, un appel à candidatures est lancé par le président et le secrétaire du C.A.A.J. à tous les présidents des C.P.A.S. de l'arrondissement.

Au plus tard le 30 juin qui suit l'installation des conseils communaux, les candidats visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 4^o transmettent au président du C.A.A.J. leur candidature, par voie électronique ou postale.

Au plus tard le 30 septembre qui suit l'installation des conseils communaux, le président du C.A.A.J. envoie au Ministre, par voie postale, la proposition de nomination des membres visés à l'article 7 et de leurs suppléants.

Art. 9. La plate-forme de concertation visée à l'article 23bis du décret est composée :

1° du conseiller ou la personne qu'il désigne

2° du directeur ou la personne qu'il désigne

3° d'au minimum trois membres du C.A.A.J. ou au minimum trois personnes déléguées par le C.A.A.J. selon les modalités qu'il détermine

4° de représentants des catégories visées à l'article 10, alinéa 3, 1° à 9° ou des personnes désignées par eux, avec un minimum de deux représentants de chacune des catégories visées à l'article 10, alinéa 3, 1° à 4°.

Tous les membres ont voix délibérative

Cette plate-forme est coprésidée par un membre visé au 3° et un membre visé au 4° de l'alinéa 1^{er} du présent article.

Art. 10. La procédure de désignation des membres de la plate-forme de concertation visée à l'article 23bis du décret se déroule comme suit :

Au plus tard le 1^{er} avril qui suit l'installation des conseils communaux, un appel à candidatures est lancé par le président et le secrétaire du C.A.A.J.

Cet appel est adressé à tous les acteurs pertinents en matière d'accrochage scolaire à l'échelle de l'arrondissement et notamment :

1° aux chefs d'établissement de chacun des quatre réseaux d'enseignement;

2° aux responsables des C.P.M.S de chacun des quatre réseaux d'enseignement;

3° aux responsables P.S.E de chacun des quatre réseaux d'enseignement;

4° aux responsables des médiateurs scolaires de chacun des quatre réseaux d'enseignement;

5° aux responsables des équipes mobiles;

6° aux responsables des commissions zonales d'inscription de chacun des quatre réseaux d'enseignement;

7° au responsable du parquet jeunesse de l'arrondissement

8° aux responsables des zones de police concernées

9° aux présidents des C.P.A.S.

Au plus tard le 30 juin qui suit l'installation des conseils communaux, les candidats visés à l'article 9, alinéa 1^{er}, 4° transmettent au président du C.A.A.J. leur candidature, par voie électronique ou postale.

Au plus tard le 30 septembre qui suit l'installation des conseils communaux, le président du C.A.A.J. envoie au Ministre, par voie postale, la proposition de nomination des membres visés à l'article 9 et de leurs suppléants.

Art. 11. Au plus tard le 15 novembre qui suit l'installation des conseils communaux, le Gouvernement procède à la nomination des membres des plates-formes visées aux articles 23 et 23bis du décret, sur proposition du Ministre.

Les mandats des membres des plates-formes visées aux articles 23 et 23bis du décret prennent fin en même temps que ceux des membres du C.A.A.J.

Art. 12. Dans les 2 mois de la nomination des membres des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis du décret, le président du C.A.A.J. convoque une séance lors de laquelle sont choisis, parmi les membres de chaque plate-forme de concertation nommés par le gouvernement conformément à l'article 11, deux coprésidents.

Le vote se déroule à bulletin secret. Chaque candidat doit, pour être élu par ses pairs, recueillir la majorité absolue des suffrages.

Le président du C.A.A.J. transmet au Ministre, par voie postale, le nom des candidats élus.

Dans les 45 jours, le Gouvernement nomme les deux coprésidents de chaque plate-forme de concertation.

Art. 13. En vertu de l'article 23ter du décret, des plates-formes de concertation motivées par le diagnostic social visé à l'article 21, 1° du décret ou par le plan d'actions visé à l'article 21, 2° du décret peuvent être créées.

Le président du C.A.A.J. informe l'administration compétente de la création d'une plate-forme de concertation visée à l'article 23ter du décret en précisant l'identité de la personne qui la préside, la thématique et la durée prévue. Le président du C.A.A.J. informe également l'administration compétente de la clôture des travaux de la plate-forme.

CHAPITRE V. — *Démission et remplacement des membres, des présidents et vice-présidents du C.A.A.J. et des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis du décret*

Art. 14. - § 1 Le président est préalablement informé de l'absence d'un membre du C.A.A.J. et de son remplacement par son suppléant.

Est réputé démissionnaire le membre du C.A.A.J. avec voix délibérative qui n'aura pas été présent ou représenté à un tiers des séances au cours d'une même année civile.

En cas de contestation motivée du démissionnaire, le président du C.A.A.J. peut exceptionnellement déroger à cette disposition si les deux tiers des membres y consentent.

§ 2. Lorsque le mandat d'un membre effectif prend fin avant l'échéance du terme prévu, son suppléant devient membre effectif du C.A.A.J.

Le président du C.A.A.J. transmet au Ministre, dans les plus brefs délais, une proposition de nomination, préalablement validée par les membres du C.A.A.J., d'un membre suppléant.

Le Gouvernement pourvoit à la nomination du nouveau membre suppléant dans les plus brefs délais. Son mandat s'achève en même temps que celui des autres membres du C.A.A.J.

Art. 15. § 1. Est réputé démissionnaire le membre d'une plate-forme de concertation visée aux articles 23 et 23bis qui n'aura pas été présent à un tiers des séances au cours d'une même année civile.

En cas de contestation motivée du démissionnaire, les présidents peuvent exceptionnellement déroger à cette disposition si les deux tiers des membres y consentent.

§ 2. Lorsque le mandat d'un membre prend fin avant échéance du terme prévu, le Gouvernement pourvoit, dans les plus brefs délais, à la nomination d'un nouveau membre, sur proposition, des présidents de la plate-forme qui la lui transmettent dans les plus brefs délais. Cette proposition est préalablement validée par les membres de la plate-forme.

Le mandat du remplaçant s'achève en même temps que celui des autres membres de la plate-forme.

Art. 16. Le gouvernement peut mettre fin au mandat de président, de vice-président ou de membre du C.A.A.J. ou des plates-formes de concertation, soit à la demande de l'intéressé, soit d'office lorsque par son comportement, le titulaire porte atteinte à la confiance du public ou compromet l'honneur ou la dignité de sa charge. Dans ce cas, l'intéressé est préalablement entendu par le Ministre ou son délégué.

Art. 17. Lorsque le mandat du président ou d'un vice-président du C.A.A.J. prend fin avant échéance du terme prévu, il est procédé à la nomination d'un remplaçant selon les modalités fixées à l'article 5.

Le mandat du remplaçant s'achève en même temps que celui des autres membres du C.A.A.J.

Art. 18. Lorsque le mandat d'un président d'une plate-forme de concertation prend fin avant échéance du terme prévu, il est procédé à la nomination d'un remplaçant selon les modalités fixées à l'article 12.

Le mandat du remplaçant s'achève en même temps que celui des autres membres de la plate-forme.

CHAPITRE VI. — *Indemnités allouées aux membres du C.A.A.J. et des plates-formes de concertation*

Art. 19. La participation aux séances de travail des C.A.A.J. et des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis du décret donne droit, pour l'ensemble des membres à l'exception des agents du Ministère de la Communauté française, à une indemnité dont le montant est fixé comme suit :

Président ou vice-président : 17,50 EUR

Autres membres : 12,50 EUR.

Art. 20. Les membres du C.A.A.J. et des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis du décret, sont autorisés à faire usage de leur véhicule personnel pour se rendre au lieu de réunion. L'indemnité pour frais de parcours est égale au montant qui serait déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des transports en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation de leur véhicule personnel.

Art. 21. Les prestations des membres visés à l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o et 6^o du décret, et des membres des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis du décret, délégués par le C.A.A.J. et qui sont travailleurs d'un service agréé, sont considérées comme des prestations réalisées pour le compte de l'employeur.

Pour ces membres, à l'exception des représentants des services publics de l'aide à la jeunesse, le montant des indemnités visées aux articles 19 et 20 est versé à l'employeur.

Pour l'ensemble des autres membres du C.A.A.J. et des plates-formes de concertation qui ne sont pas visés à l'alinéa 1 du présent article, les indemnités sont perçues par le membre.

CHAPITRE VII. — *Fonctionnement du C.A.A.J. et des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis du décret*

Art. 22. Le C.A.A.J. et les plates-formes de concertation ont leur siège dans les locaux désignés par le Ministre.

Art. 23. Le C.A.A.J. se réunit sur convocation du président qui fixe les jours et heures des séances.

Le président est tenu de convoquer le C.A.A.J. à la demande d'un tiers au moins des membres ou lorsque le concours du C.A.A.J. est demandé par les autorités compétentes.

Art. 24. Les plates-formes de concertation se réunissent sur convocation des présidents qui fixent les jours et heures des séances.

Les présidents d'une plate-forme de concertation sont tenus de convoquer la plate-forme à la demande d'un tiers au moins des membres ou lorsque le concours de la plate-forme de concertation est demandé par les autorités compétentes.

Art. 25. Le président du C.A.A.J. dirige et coordonne les travaux du C.A.A.J.

Il est chargé des relations du C.A.A.J. avec le Ministre et les personnes intéressées aux différentes missions du C.A.A.J.

Art. 26. Les présidents des plates-formes de concertation dirigent et coordonnent les travaux des plates-formes de concertation.

Ils sont chargés des relations des plates-formes avec le Ministre et les personnes intéressées aux différentes missions de celles-ci.

Art. 27. Le président et le conseiller signent au nom du C.A.A.J. les différents documents qui émanent de celui-ci. En l'absence du président, les documents peuvent être signés par les vice-présidents.

Art. 28. Le C.A.A.J. et les plates-formes de concertation peuvent entendre et inviter à leurs travaux, d'initiative ou à leur demande, toute personne physique ou morale susceptible de les éclairer dans leurs missions visées respectivement aux articles 21 et 24 du décret.

Art. 29. Le C.A.A.J. établit son règlement d'ordre intérieur ainsi que celui des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23bis qu'il soumet à l'approbation du Ministre.

Art. 30. Sans préjudice des articles 2, § 2, alinéa 8; 5, § 1^{er}, alinéa 5 et 12, alinéa 2, le C.A.A.J. et les plates-formes de concertation délibèrent valablement si la majorité de leurs membres est présente ou représentée. À défaut d'avoir réuni une telle majorité, ils peuvent, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur le même objet, quelque soit le nombre de membres présents.

Art. 31. Les décisions des C.A.A.J. et des plates-formes de concertation sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du ou des président(s) est (sont) prépondérante(s).

Art. 32. Les documents officiels destinés au C.A.A.J. ou aux plates-formes de concertation ou qui en émanent sont visés à la réception et à l'expédition par le conseiller. Celui-ci est chargé de la conservation des archives.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 33. L'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1991 relatif au fonctionnement des C.A.A.J. est abrogé.

Art. 34. L'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 relatif aux indemnités allouées aux membres de C.A.A.J., modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2001, est abrogé

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires*

Art. 35. Les membres des C.A.A.J. désignés par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 30 juillet 2007 continuent de siéger jusqu'à l'installation des nouveaux C.A.A.J.

Art. 36. Pour la première année d'application du présent arrêté, les dates prévues aux articles 2, 3, 5, 8, 10 et 11 sont prorogées de quatre mois.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 37. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 février 2013.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'aide à la jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29243]

21 FEBRUARI 2013. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de samenstelling van de overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, de aanstellingen van de leden van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd en de leden van de overlegplatformen, de vergoedingen toegekend aan deze en de werking van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd**

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, artikel 25ter, 1°, 4°, 5° en 6° ingevoegd bij het decreet van 29 november 2012;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 mei 1991 betreffende de werking van de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 betreffende de vergoedingen toegekend aan de leden van de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies nr. 118 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 8 november 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 december 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2012;

Gelet op het advies 52.622/4 van de Raad van State, gegeven op 14 januari 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder:

1. Decreet: het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;
2. De Minister: de Minister bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd en de bescherming van de jeugd;
3. Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd: de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd (Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse - C.A.A.J.) bedoeld bij artikel 20 van het decreet;
4. OCMW's: Openbare centra voor maatschappelijk welzijn zoals bedoeld bij artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de aanstelling van de leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en hun plaatsvervangers*

Art. 2. § 1. De voorzitter en de secretaris van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zorgen ervoor, volgens de nadere regels die ze bepalen, alle potentiële kandidaten voor de opdrachten van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, zoals ze vastgelegd worden in artikel 21 van het decreet, en van zijn werking, op de hoogte te brengen.

§ 2. Voor de leden bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 1° tot 4° van het decreet, geschiedt de aanstellingsprocedure als volgt:

Ten laatste vier maanden vóór de datum van de werkelijke benoeming van de leden, bepaald bij artikel 3, organiseert de voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, voor iedere dienstencategorie bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 1° tot 4° van het decreet, een zitting voor de keuze van de leden en hun plaatsvervangers door hun gelijken.

Deze vier zittingen brengen respectief samen :

1° de vertegenwoordigers van de personeelsleden van de erkende diensten bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 1° van het decreet;

2° de vertegenwoordigers van de personeelsleden van de erkende diensten bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 2° van het decreet;

3° de vertegenwoordigers van de personeelsleden van de erkende diensten bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 3° van het decreet;

4° de vertegenwoordigers van de personeelsleden van de openbare instellingen en de erkende diensten bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 4° van het decreet.

De oproeping tot de zittingen wordt ten laatste 21 dagen vóór de zitting gestuurd, via de post en elektronisch, aan de erkende diensten en aan de openbare instellingen bedoeld bij § 2, tweede lid van dit artikel waarvan de activiteiten- en exploitatiezetel zich binnen het arrondissement bevindt.

Met de oproeping voor de zittingen wordt een uitnodiging gestuurd aan de kandidaten om hun kandidatuur in te dienen bij de voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, tien dagen vóór de zitting, via de post of elektronisch.

De kandidaten voor de mandaten bedoeld bij artikel 22, 62, eerste lid, 1° tot 4° van het decreet zijn exclusief personeelsleden van de erkende diensten of openbare instellingen op het ogenblik van hun benoeming.

Elke erkende dienst kan enkel één werkend en één plaatsvervangend kandidaat voordragen.

De vertegenwoordigers bedoeld bij § 2, derde lid, 1° tot 4°, gemandateerd door hun dienst, die vergaderen binnen elke van de vier zittingen, beraadslagen enkel geldig als twee derde van de erkende diensten in elke categorie bedoeld bij artikel 22, eerste lid, 1° tot 4° van het decreet vertegenwoordigd wordt. Bij gebreke aan dat quorum, na een nieuwe bijeenroeping, kunnen de vertegenwoordigers geldig over hetzelfde onderwerp beraadslagen wat ook het aantal aanwezige leden. Elke aanwezige dienst heeft enkel op een aantal stemmen recht, dat gelijk is aan het aantal te bezetten plaatsen. De stemming gebeurt met geheime stemming.

Elke kandidaat moet, om door zijn gelijken verkozen te worden, de volstreekte meerderheid van de stemmen behalen.

Op het einde van de vier zittingen, en ten laatste tegen 15 januari, stelt de voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd aan de Minister voor de leden gekozen door hun gelijken aan te stellen alsmede hun plaatsvervaarders. Deze voorstellen moeten de criteria vastgesteld bij artikel 4 in acht nemen.

De voorstellen tot benoeming gaan samen met een verslag van de zitting gedurende dewelke de kandidaten gekozen werden. In het verslag wordt de identiteit van de deelnemers aan de vergadering vermeld en de diensten die zij vertegenwoordigen alsook de uitslag van de stemming. Het wordt ondertekend door alle aanwezige personen.

§ 3. Voor de leden bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 5° van het decreet, gebeurt de procedure tot aanstelling als volgt :

Ten laatste vier maanden vóór de datum van de werkelijke benoeming van de leden bepaald bij artikel 3, zendt de Minister aan de personeelsleden van de diensten voor schoolherinschakeling een oproep tot de kandidaturen toe. Tegen 15 januari van het volgende jaar ten laatste, zenden de kandidaten aan de Minister, via de post, hun met redenen omklede kandidatuur. Elke kandidatuur moet de namen van een werkend lid en van zijn plaatsvervanger bevatten.

§ 4. Voor het lid bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 6° van het decreet, gebeurt de aanstellingsprocedure als volgt :

Binnen de drie maanden na het begin van het mandaat van de leden bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 1° tot 5° en 7° tot 9° van het decreet, maakt de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd de lijst op van de potentiële deskundigen. De voorzitter en de secretaris van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zenden ze een uitnodiging toe om zich kandidaat te stellen. In deze uitnodiging wordt gepreciseerd dat de met redenen omklede kandidaturen aan de Minister gestuurd moeten worden, via de post, en ten laatste tegen 15 oktober. Iedere kandidatuur moet de namen van een werkend lid en een plaatsvervangend lid bevatten.

§ 5. Voor de leden bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 9° van het decreet, ten laatste vier maanden vóór de datum van werkelijke benoeming van de leden bepaald bij artikel 3, stuurt de Minister aan de voorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement en aan de Procureur des Konings bij de Rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement een aanvraag om aanstelling van een werkend lid en een plaatsvervangend lid.

Tegen 15 januari van het volgende jaar ten laatste, zenden deze laatste, via de post, aan de Minister, de voordrachten van aanstelling van leden en hun plaatsvervaarders.

Art. 3. Ten laatste tegen 1 maart na de installatie van de gemeenteraden, benoemt de Minister de leden bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 1° tot 5° en 7° tot 9° van het decreet en hun plaatsvervaarders.

Hun mandaat heeft uitwerking met ingang van 1 juni na de installatie van de gemeenteraden.

Ten laatste tegen 15 november na de installatie van de gemeenteraden, benoemt de Minister het lid bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 6° van het decreet en zijn plaatsvervanger.

Hun mandaat heeft uitwerking zodra de benoeming gebeurd is.

Art. 4. De Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd kan niet meer dan twee derde van werkende leden tellen van eenzelfde geslacht overeenkomstig het Decreet van 17 juli 2002 tot bevordering van de gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen.

De Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd kan niet meer dan twee werkende leden afkomstig van diensten die van dezelfde inrichtende macht afhangen, bedragen.

De leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd kunnen niet meer dan tijdens twee opeenvolgende volledige mandaten het ambt bekleden.

HOOFDSTUK III. — *Aanstellingsprocedure van de voorzitter en de ondervoorzitters van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd*

Art. 5. § 1. De aanstellingsprocedure van de voorzitters en de ondervoorzitters van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd geschiedt als volgt :

Er wordt een zitting ingericht met als doel de aanstelling van de voorzitter en de ondervoorzitters binnen de maand na de benoeming van de leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

De oproeping voor deze zitting wordt aan de leden gestuurd ten laatste veertien dagen vóór de zitting, per post en elektronisch.

De leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd die stemgerechtigd zijn, stellen een dubbele lijst van drie kandidaten onder de werkende leden omschreven in artikel 22, § 2, eerste lid, 1° tot 3° van het decreet.

De leden beraadslagen enkel geldig als de zitting een quorum bijeen brengt van twee derde van de leden. Bij gebreke aan dit quorum, na een nieuwe oproeping, kunnen de leden geldig beraadslagen over hetzelfde onderwerp wat het aantal aanwezige leden ook. De stemming gebeurt bij geheime stemming.

Iedere kandidaat moet, om door zijn gelijken verkozen te worden en om op de dubbele lijst bedoeld bij het vierde lid opgenomen te worden, de volstrekte meerderheid van de stemmen bekomen.

§ 2. Ten laatste tegen 31 maart na de installatie van de gemeenteraden, zendt de secretaris van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd aan de Minister de voorstellen tot aanstelling als voorzitter en ondervoorzitters op een dubbele lijst.

§ 3. Ten laatste tegen 1 juni na de installatie van de gemeenteraden, benoemt de Regering de voorzitter en de ondervoorzitters.

HOOFDSTUK IV. — *Samenstelling en aanstellingsprocedure van de leden van de overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet*

Art. 6. De voorzitter en de secretaris van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zorgen ervoor dat, volgens nadere regels die ze bepalen, alle potentiële kandidaten van de categorieën bedoeld bij de artikelen 7 en 9 ingelicht worden over de opdrachten van de overlegplatformen zoals bepaald bij artikel 24 van het decreet en hun werking.

Art. 7. Het overlegplatform bedoeld bij artikel 23 van het decreet bestaat uit :

1° de adviseur of de persoon die hij aanwijst

2° de directeur of de persoon die hij aanwijst

3° minstens drie leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd of minstens drie personen afgevaardigd door de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd volgens door heem bepaalde nadere regels

4° de voorzitters van de OCMW's van het arrondissement of de personen aangesteld door de Raden voor maatschappelijk welzijn.

Alle leden zijn stemgerechtigd.

Dit platform wordt mede voorgezeten door een lid bedoeld bij het punt 3° en een lid bedoeld bij het punt 4° van het eerste lid van dit artikel.

Art. 8. De aanstellingsprocedure van de leden van het overlegplatform bedoeld bij artikel 23 van het decreet gebeurt als volgt :

Ten laatste tegen 1 april na de installatie van de gemeenteraden, wordt door de voorzitter en de secretaris van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd een oproep tot kandidaatstelling gedaan bij alle voorzitters van de OCMW's van het arrondissement.

Ten laatste tegen 30 juni na de installatie van de gemeenteraden zenden de kandidaten bedoeld bij artikel 7, eerste lid, 4°, aan de voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, hun kandidatuur, elektronisch of langs de post, toe.

Ten laatste tegen 30 september na de installatie van de gemeenteraden stuurt de voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd aan de Minister, langs de post, het voorstel tot benoeming van de leden bedoeld bij artikel 7 en van hun plaatsvervangers.

Art. 9. Het overlegplatform bedoeld bij artikel 23bis van het decreet bestaat uit :

1° de adviseur of de persoon die hij aanstelt

2° de directeur of de persoon die hij aanstelt

3° minstens drie leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd of minimum drie personen afgevaardigd door de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd volgens door hem nader bepaalde regels

4° de vertegenwoordigers van de categorieën bedoeld bij artikel 10, derde lid, 1° tot 9° of van de door ze aangestelde personen, met minimum twee vertegenwoordigers van elke categorie bedoeld bij artikel 10, derde lid, 1° tot 4°.

Alle leden zijn stemgerechtigd.

Dit platform wordt mede voorgezeten door een lid bedoeld bij het punt 3° en een lid bedoeld bij het punt 4° van het eerste lid van dit artikel.

Art. 10. De aanstellingsprocedure van de leden van het overlegplatform bedoeld bij artikel 23bis van het decreet gebeurt als volgt :

Ten laatste tegen 1 april na de installatie van de gemeenteraden, wordt door de voorzitter en de secretaris van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd een oproep tot kandidaatstelling gedaan.

Deze oproep wordt aan de relevante kandidaten inzake schoolherinschakeling op arrondissementsschaal gestuurd en inzonderheid:

1° de inrichtingshoofden van elk van de vier onderwijsnetten;

2° de verantwoordelijken van de OCMW's van elk van de vier onderwijsnetten;

3° de verantwoordelijken voor de promotie van gezondheid op school van elk van de vier onderwijsnetten;

4° de verantwoordelijken van de schoolbemiddelaars van elk van de vier onderwijsnetten;

5° de verantwoordelijken van de mobiele teams;

6° de verantwoordelijken van de zonale inschrijvingscommissies van elk van de vier onderwijsnetten;

7° de verantwoordelijke van het jeugdparquet van het arrondissement;

8° de verantwoordelijke van de betrokken politiezones;

9° de voorzitters van de OCMW's.

Ten laatste tegen 30 juni na de installatie van de gemeenteraden zenden de kandidaten bedoeld bij artikel 9, eerste lid, 4°, aan de voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, hun kandidatuur, elektronisch of langs de post, toe.

Ten laatste tegen 30 september na de installatie van de gemeenteraden stuurt de voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd aan de Minister, langs de post, het voorstel tot benoeming van de leden bedoeld bij artikel 9 en van hun plaatsvervangers.

Art. 11. Ten laatste tegen 15 november na de installatie van de gemeenteraden gaat de Regering over tot de benoeming van de leden van de platformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet, op de voordracht van de Minister.

De mandaten van de leden van de platformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet nemen hun eindtezelfdertijd als deze van de leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

Art. 12. Binnen de twee maanden van de benoeming van de leden van de overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet roept de voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd een zitting samen gedurende dewelke, onder de leden van ieder overlegplatform die benoemd zijn door de Regering overeenkomstig artikel 11, twee medevoorzitters.

De stemming gebeurt bij geheime stemming. Om door zijn gelijken benoemd te worden, moet elke kandidaat de volstreekte meerderheid van de stemmen behalen.

De voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zendt aan de minister, langs de post, de naam van de verkozen kandidaten over.

Binnen de 45 dagen benoemt de Regering de twee medevoorzitters van elk overlegplatform.

Art. 13. Krachtens artikel 23ter van het decreet, kunnen overlegplatformen opgericht worden indien nodig als gevolg van de maatschappelijke diagnose bedoeld bij artikel 21, 1° van het decreet of van het actieplan bedoeld bij artikel 21, 2° van het decreet.

De voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd bericht het bevoegde bestuur over de creatie van een overlegplatform bedoeld bij artikel 23ter van het decreet met vermelding van de identiteit van de persoon die het voorzit, de thematiek en de duur ervan. De voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd bericht tevens het bevoegde bestuur over de sluiting van de werkzaamheden van het platform.

HOOFDSTUK V. — Ontslag en vervanging van de leden, voorzitters en ondervoorzitters van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en van de overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet

Art. 14. § 1. De voorzitter wordt voorafgaandelijk ingelicht over de afwezigheid van een lid van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en zijn vervanging door zijn plaatsvervanger.

Wordt geacht ontslagnemend te zijn het stemgerechtigde lid van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd dat niet aanwezig of vertegenwoordigd was op één derde van de zittingen in de loop van eenzelfde burgerlijk jaar.

Bij met redenen omklede contestatie van het als ontslagnemend geachte lid kan de voorzitter uitzonderlijk van deze bepaling afwijken indien twee derde van de leden ermee instemt.

§ 2. Wanneer het mandaat van een werkend lid tot zijn einde komt vóór het einde van de normale termijn, wordt zijn plaatsvervanger werkend lid van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

De voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd zendt, zo snel mogelijk, aan de Minister, een voorstel tot benoeming over dat vooraf door de leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd werd goedgekeurd, van een werkend lid.

De Regering zorgt voor de benoeming van het nieuwe plaatsvervangend lid binnen de kortste termijn. Zijn mandaat neemt een eind op hetzelfde ogenblik als dat van de andere leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

Art. 15. § 1. Wordt geacht ontslagnemend te zijn het lid van een overlegplatform bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis dat niet aanwezig of vertegenwoordigd was op één derde van de zittingen in de loop van eenzelfde burgerlijk jaar.

Bij met redenen omklede contestatie van het als ontslagnemend geachte lid kan de voorzitter uitzonderlijk van deze bepaling afwijken indien twee derde van de leden ermee instemt.

§ 2. Wanneer het mandaat van een werkend lid tot zijn einde komt vóór het einde van de normale termijn, zorgt de Regering, binnen de kortste termijn, voor de benoeming van een nieuw lid, op de voordracht van de voorzitters van het nieuwe platform die hem de voordracht binnen de kortste termijn verzenden. Dit voorstel wordt vooraf geldig verklaard door de leden van het platform.

Het mandaat van de plaatsvervanger neemt een eind op hetzelfde ogenblik als dat van de andere leden van het platform.

Art. 16. De Regering kan een eind stellen aan het mandaat van de voorzitter, ondervoorzitter of lid van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd of overlegplatformen, ofwel op de aanvraag van de betrokkene, ofwel van ambtswege wanneer het gedrag van de titularis het vertrouwen van het publiek in het gedrang brengt of de eer of de waardigheid van het ambt aantast. In dat geval wordt de betrokkene eerst door de Minister of diens afgevaardigde gehoord.

Art. 17. Wanneer het mandaat van de voorzitter of een ondervoorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd een eind neemt vóór de bepaalde termijn wordt overgegaan tot de benoeming van een vervanger volgens de nadere regels vastgelegd bij artikel 5.

Het mandaat van de plaatsvervanger neemt een eind op hetzelfde ogenblik als dat van de andere leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

Art. 18. Wanneer het mandaat van de voorzitter of een ondervoorzitter van een overlegplatform een eind neemt vóór de bepaalde termijn wordt overgegaan tot de benoeming van een vervanger volgens de nadere regels vastgelegd bij artikel 12.

Het mandaat van de plaatsvervanger neemt een eind op hetzelfde ogenblik als dat van de andere leden van het platform.

HOOFDSTUK VI. — *Vergoedingen toegekend aan de leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en van de overlegplatformen*

Art. 19. De deelname aan de werksittingen van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd's en de overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet geven, voor alle leden, met uitzondering van de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, recht op een vergoeding waarvan het bedrag als volgt wordt bepaald:

Voorzitter of ondervoorzitter: 17,50 EUR

Andere leden: 12,50 EUR.

Art. 20. De leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en van de overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet, worden ertoe gemachtigd gebruik te maken van hun persoonlijk voertuig om naar de vergaderingplaats te gaan. De vergoeding om reiskosten is gelijk aan het bedrag dat door de Franse Gemeenschap uitbetaald zou moeten worden als het openbaar vervoer gebruikt was.

De Franse Gemeenschap staat niet in voor de dekking van risico's die zouden kunnen voortvloeien uit het gebruik van een persoonlijk voertuig.

Art. 21. De prestaties van de leden bedoeld bij artikel 22, § 2, eerste lid, 1° tot 4° en 6° van het decreet, en van de leden van de overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet, afgevaardigd door de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en die werknemers zijn van een erkende dienst, worden geacht als zijnde prestaties geleverd voor de rekening van de werkgever.

Voor deze leden, met uitzondering van de vertegenwoordigers van de openbare dienst voor hulpverlening aan de jeugd, wordt het bedrag van de vergoedingen bepaald bij de artikelen 19 en 20 aan de werkgever gestort.

Voor alle andere leden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en de overlegplatformen die niet bedoeld zijn bij het eerste lid van dit artikel, worden de vergoedingen door het lid geïnd.

HOOFDSTUK VII. — *Werking van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en de overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet*

Art. 22. De Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en de overlegplatformen hebben hun zetel in de door de Minister aangewezen lokalen.

Art. 23. De Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd vergadert op bijeenroeping van de voorzitter die de datums en uren van de zittingen bepaalt.

De voorzitter wordt ertoe gehouden de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd bijeen te roepen op de aanvraag van minstens een derde van de leden of wanneer de samenwerking van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd door de bevoegde overheid gevraagd wordt.

Art. 24. De overlegplatformen vergaderen op bijeenroeping van de voorzitters die de datums en uren van de zittingen bepalen.

De voorzitters worden ertoe gehouden het platform bijeen te roepen op de aanvraag van minstens een derde van de leden of wanneer de medewerking van het platform door de bevoegde overheid gevraagd wordt.

Art. 25. De voorzitter van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd heeft de leiding van en coördineert de werkzaamheden van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd. Hij is belast met de betrekkingen van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd met de Minister en de personen die bij de verschillende opdrachten van de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd belang hebben.

Art. 26. De voorzitters van de overlegplatformen hebben de leiding van en coördineren de werkzaamheden van de overlegplatformen. Ze worden belast met de betrekkingen van de overlegplatformen met de Minister en de personen die bij de verschillende opdrachten van de overlegplatformen belang hebben.

Art. 27. De voorzitter en de adviseur tekenen namens de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd de verschillende documenten die hij uitbrengt. Is de voorzitter afwezig, dan kunnen de documenten door de ondervoorzitters ondertekend worden.

Art. 28. De Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en de overlegplatformen kunnen voor hun werkzaamheden, op eigen initiatief of op hun aanvraag, elke natuurlijk persoon of rechtspersoon horen die ze zouden kunnen belichten in verband met hun opdrachten respectievelijk bedoeld bij de artikelen 21 en 24 van het decreet.

Art. 29. De Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd stelt zijn eigen huishoudelijk reglement op alsook dat van de overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23bis van het decreet dat hij aan de goedkeuring van de Minister voorlegt.

Art. 30. Onverminderd de artikelen 2, § 2, achtste lid, 5, § 1, vijfde lid en 12, tweede lid, beraadslagen de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd en de overlegplatformen geldig indien de meerderheid der leden aanwezig of vertegenwoordigd wordt. Bij gebreke aan een dergelijke meerderheid kunnen ze, na een nieuwe oproeping, geldig over hetzelfde onderwerp beraadslagen, wat het aantal aanwezige leden ook.

Art. 31. De beslissingen van de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd en de overlegplatformen worden bij de meerderheid der aanwezige leden genomen. Bij staking van de stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 32. De officiële documenten bestemd voor de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd of de overlegplatformen of die ervan uitgaan worden van een visa voorzien bij de ontvangst en de verzending ervan door de adviseur. Hij is belast met het behouden van het archief.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 33. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 mei 1991 betreffende de werking van de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd, wordt opgeheven.

Art. 34. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 betreffende de vergoedingen toegekend aan de leden van de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 8 november 2001, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangsbepalingen*

Art. 35. De leden van de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd aangesteld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juli 2007 blijven tot de installatie van de nieuwe Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd zetelen.

Art. 36. Voor het eerste toepassingsjaar van dit besluit worden de datums bepaald bij de artikelen 2, 3, 5, 8, 10 en 11 voor vier maanden verlengd.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepaling*

Art. 37. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 februari 2013.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van de Hulpverlening aan de Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201860]

28 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région wallonne de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment les articles 173,174 et 184, modifiés par les décrets du 6 mai 1999 et 23 janvier 2006;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 1995 portant exécution de l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine tel que modifié par les arrêtés des 15 janvier 1987, 4 novembre 1993 et 7 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2004 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 septembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2013;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, donné le 14 juin 2012;

Vu l'avis 52.428/4 du Conseil d'Etat donné le 17 décembre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales**Section 1^{re}. — Du dossier de rénovation urbaine et de la commission communale de rénovation urbaine*

Article 1^{er}. La commune qui sollicite l'octroi de subventions en vue de réaliser une opération de rénovation urbaine introduit auprès du Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie ci-après dénommée l'Administration, un dossier de rénovation urbaine dont le contenu, qui comprendra au minimum des données générales, un recueil de données objectives, un recueil de données subjectives, le projet de rénovation urbaine et des documents relatifs au financement de l'opération, est déterminé par un arrêté ministériel adopté par le Ministre ayant la Rénovation urbaine dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre.

Pour la réalisation du dossier de rénovation urbaine, le conseil communal désigne :

1^o comme auteur de projet, une équipe de personnes physiques ou morales, privées ou publiques possédant au moins des compétences urbanistique, historique, géographique, économique et sociologique, et qui peut démontrer son expérience en matière d'élaboration d'un dossier de rénovation urbaine;

2^o les membres de la commission communale d'aménagement du territoire et de mobilité ou, à défaut, la commission locale de rénovation urbaine et les représentants des habitants du quartier où s'inscrit le périmètre de l'opération qui composeront la commission communale de rénovation urbaine, dont il fixe la composition et le règlement d'ordre intérieur.

L'Administration accuse réception du dossier de rénovation urbaine dans les quinze jours de son envoi par la commune.

Art. 2. Le Ministre arrête le montant de la subvention et les modalités d'exécution destinés à la réalisation du dossier de rénovation urbaine, sur la base de la décision d'attribution du marché de service relatif à la désignation de l'auteur de projet.

Le taux de la subvention relatif à la réalisation du dossier de rénovation urbaine est fixé à soixante pour cent du montant du marché de service relatif à la désignation de l'auteur de projet dont question à l'article 1^{er}, alinéa 2, 1^o.

Art. 3. Le Ministre approuve la désignation de la commission communale de rénovation urbaine visée à l'article 1^{er}, alinéa 2, 2^o, sa composition et son règlement d'ordre intérieur.